

L'archipel malade, du Covid... et de ses traitements

Par Éric Frécon (chercheur associé à Asia Centre et directeur de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est au sein d'Asia Centre) et Maëlle Lefèvre (chargée de recherche à Asia Centre)

Ancien maire de Davao de 1988 à 2010, puis de 2013 jusqu'à 2016, Rodrigo Duterte, populaire à l'échelle locale pour son intolérance vis-à-vis de la criminalité, est élu président des Philippines le 9 mai 2016 avec 38,6% des suffrages, devenant ainsi le premier président non originaire de Manille. A cette époque, il s'illustre déjà par son franc-parler grâce auquel il se distinguait de l'élite, maniant le tagalog, la langue officielle des Philippines, ainsi que l'anglais et le cebuano, sa langue maternelle. En mai 2016, lors de la campagne présidentielle, il avertissait déjà : « oubliez les droits de l'homme, si je deviens président, ça va saigner. »¹. Une promesse qu'il n'a pas manqué de tenir une fois élu, dans le cadre de la lutte contre la drogue et la criminalité.

Autre menace à laquelle sont actuellement confrontées les Philippines : la pandémie. Dans ce contexte, Duterte semble avoir recours à des outils familiers : menaces, insultes, appel à la violence contre tous ceux qui ne respecteraient pas les règles de confinement et les différentes mesures sanitaires. Le gouvernement populiste semble ainsi confirmer sa tendance autoritaire déjà à l'œuvre depuis quatre ans.

Le vote le 3 juin dernier d'une nouvelle « loi antiterroriste » a donné lieu à différents rassemblements dans le pays ; les manifestants craignaient que le texte, vague et très large, ne soit qu'une excuse pour réduire davantage le champ d'expression de l'opposition. A cette nouvelle loi, s'ajoutent différentes décisions nuisant à la liberté de presse. Il semble ainsi que le régime de Rodrigo Duterte évolue pour prendre un tournant encore plus autoritaire qu'auparavant, un phénomène loin d'être l'apanage des Philippines dans le cadre d'une pandémie invitant aux mesures d'urgence et aux exceptionnalismes parfois liberticides.

En effet, si dans un premier temps, ce papier analyse la continuité dans certaines de ses pratiques d'un régime autoritaire depuis 2016, l'attention est ensuite portée sur un durcissement non négligeable du gouvernement de Rodrigo Duterte qui s'opère depuis le début de la pandémie.

Un président populiste qui maîtrisait déjà la langue des leaders autoritaires

L'admiration de Rodrigo Duterte pour les leaders autoritaires d'autres pays ne peut qu'être constatée à travers ses différents discours et ses relations diplomatiques et ce, depuis ses débuts en tant que président. Ainsi le 9 avril 2018, la veille de sa visite en Chine pour se rendre au Forum Boao, Duterte déclarait : « J'adore tout simplement Xi Jinping [...] Si vous n'avez pas d'argent, vous n'êtes pas mon ami. Donc je vais en Chine. Il y a plein d'argent là-bas ». En effet, Manille, en tant que partenaire stratégique des Etats-Unis, reçoit toute l'attention si ce n'est les faveurs de Pékin : le 25 avril 2019, Pékin promettait ainsi aux Philippines une subvention d'un milliard de yuans (122,3 millions d'euros) tandis que le 26 avril 2019, les Philippines et la Chine signaient 19 accords commerciaux à hauteur de 12,16 milliards de dollars (10,3 milliards d'euros)². Et malgré les différents contentieux entre Manille et Pékin autour de la mer de Chine et qui ont notamment amené Rodrigo Duterte à revenir en mai 2020 sur sa décision d'annuler le VFA³, Rodrigo Duterte reste favorable à un rapprochement avec la Chine. Ainsi, dans son discours à la nation du 27 juillet, Rodrigo Duterte déclarait que les Philippines n'avaient pas les moyens de se battre avec la Chine en mer de Chine : « A moins que nous ne soyons prêts à entrer en guerre, je suggère que nous fassions mieux de traiter [la

Chine] avec un effort diplomatique ». Il a également ajouté dans son discours qu'il avait demandé le 24 juillet à la Chine de donner la priorité aux Philippines si Beijing trouvait un vaccin au Covid-19, une priorité que Xi Jinping garantissait déjà dans son appel téléphonique avec son homologue philippin du 12 juin 2020. Plus récemment encore, Rodrigo Duterte a pris une décision qui n'était pas pour déplaire à la Chine : le secrétaire à la défense Delfin Lorenzana a annoncé le 3 août 2020 que Rodrigo Duterte avait donné l'ordre permanent de ne pas prendre part « aux exercices maritimes dans la mer de Chine méridionale en-dehors des eaux territoriales, à 20km des côtes »⁴.

Autre leader autoritaire qui suscite l'intérêt de Rodrigo Duterte : Poutine et sa récente offre de vaccin contre le coronavirus que Rodrigo Duterte a déclaré avoir accepté le lundi 10 août 2020, déclarant : « Je dirai au Président Poutine que j'ai une totale confiance en ses essais cliniques et que le vaccin qu'ils sont en train de produire est un bien pour l'ensemble de l'humanité. » Depuis le début de sa présidence, Duterte ne tarit pas d'éloges envers son homologue russe, le qualifiant même de « héros » et admirant l'efficacité russe dans l'annexion de la Crimée⁵ : il déclarait ainsi dès le 17 novembre 2016 que les Nations Unies étaient incapables d'arrêter les guerres et que si la Chine et la Russie décidaient de créer un nouvel ordre mondial, il serait le premier à se joindre à eux et à quitter les Nations Unies⁶. A cette même date, Duterte disait également qu'il prendrait sûrement exemple sur Moscou en quittant la Cour pénale internationale (CPI), promesse qu'il a finalement tenue avec le retrait officiel des Philippines en mars 2019. Les deux pays sont en effet membres de la coopération économique Asie-Pacifique et ont notamment fait des progrès dans les relations économiques, de sécurité et de recherche spatiale. Le 3 octobre 2019, lors d'une rencontre bilatérale, Poutine avait ainsi déclaré : « nous sommes prêts [à développer] notre partenariat pour lutter contre les terroristes ». Le langage de la sécurité et de l'efficacité au mépris du respect des droits de l'homme, des valeurs souvent taxées d'« occidentales », est le langage commun entre Duterte, Xi Jinping et Poutine.

Pour la Corée du Nord, la rhétorique de Duterte est plus confuse, ce dernier n'hésitant pas à parler de Kim Jong-un en ces termes, le mercredi 2 août 2017 : « Ce Kim Jong-un, un imbécile... Il joue avec des jouets dangereux, cet imbécile. [...] Ce visage potelé lui donne un air sympathique. Ce fils de pute. S'il commet une erreur, l'Extrême-Orient deviendra une terre aride. Il faut arrêter cette guerre nucléaire. » Puis, seulement six jours après, durant le forum régional de l'ASEAN, Rodrigo Duterte s'est montré au contraire très chaleureux avec le ministre des Affaires Étrangères de la Corée du Nord, Ri Yong-Ho, déclarant qu'ils « seraient de bons partenaires de dialogue »⁷. Entre ces régimes communistes et populistes, la même antipathie idéologique envers le libéralisme est partagée, les uns s'y opposant car il s'agit d'une perversion capitaliste occidentale, les autres parce qu'il s'agit de l'idéologie des élites. Autre point commun : l'accent mis sur la justice sociale et économique, au détriment des droits politiques et des libertés civiles.

Cet engouement pour des figures telles que Xi Jinping, Poutine et Kim Jong-un dans une moindre mesure pourrait même être interprété comme la frustration d'un homme de pouvoir, maire d'une ville pendant deux décennies mais dont le mandat présidentiel s'achève en 2022, d'une durée de six ans et non renouvelable. En effet, le mandat unique de Rodrigo Duterte fait pâle figure face à au règne illimité de Xi Jinping qui a obtenu le 11 mars 2018 l'accord du Parlement (à 2 958 voix pour sur 3 000) pour modifier la Constitution et passer de deux mandats à la possibilité de gouverner la Chine à vie. Plus récemment, au cœur de la pandémie, Poutine a également obtenu le 2 juillet 2020 le droit de gouverner la Russie jusqu'en 2036, par un référendum tout aussi fictif que le vote du Parlement chinois. 78% voix se seraient exprimées pour et 21% contre. Et cette admiration pour des hommes au pouvoir absolu est d'autant plus forte qu'elle a très peu de chances de devenir réalité dans un pays comme les Philippines où les

contre-pouvoirs sont réels. Cependant, il ne peut être exclu qu'en fonction de la progression de l'épidémie, les manœuvres de Xi Jinping ou de Poutine qui ont tiré profit de la pandémie puissent inspirer Rodrigo Duterte : le vote de nouveaux textes de lois, une situation d'urgence, ou bien un report des élections si l'épidémie traîne en longueur sont des scénarios, qui, bien qu'à première vue peu probables, ne sont pas à négliger.

Les connivences entre régimes « illibéraux » ne s'arrêtent pas là : le mercredi 8 juillet 2020, Duterte qualifia Jair Bolsonaro et Donald Trump de « courageux »⁸ pour leur décision de garder les économies de leur pays ouvertes malgré la pandémie. Sur le plan de la sécurité, Bolsonaro et Duterte sont notamment sur la même longueur d'onde : lors de sa campagne électorale en 2018, Bolsonaro affirmait qu'il donnerait aux policiers carte blanche pour tuer pendant leur service⁹. De plus, ancien capitaine de l'armée, il se déclare ouvertement en faveur de la torture¹⁰.

De même, le même langage de la sûreté est parlé entre le président de l'Indonésie Joko Widodo ou « Jokowi » et Duterte, notamment parce que confrontés aux mêmes menaces : le 28 avril 2017, les deux présidents ont signé une série d'accords renforçant les relations bilatérales entre les deux pays avec un volet concernant l'extension de partenariats dans le contre-terrorisme et la collecte de renseignements qui s'ajoute au protocole d'accord de 2014. Le 9 septembre 2016, lors d'une visite de Duterte au marché Tanah Abang à Jakarta, Jokowi déclarait ainsi qu'il pensait que « les deux partageaient certains traits similaires, à savoir être des gens faciles à vivre qui ont toujours voulu faire partie de leur peuple »¹¹, surfant ainsi une nouvelle fois sur la vague populiste commune aux deux hommes. Les deux dirigeants partagent également la même vision des choses lorsqu'il s'agit de lutter contre le trafic illicite de drogue : si Duterte continue de se distinguer par la violence de sa « guerre anti-drogue », Jokowi s'illustre également par sa campagne très sévère et peu respectueuse des droits de l'homme. Ainsi, le 21 juillet 2017, Jokowi déclarait : « soyez ferme, en particulier envers les trafiquants de drogue étrangers qui entrent dans le pays et résistent à l'arrestation. Tirez-leur dessus, ne montrez aucune pitié »¹². Jokowi, au pouvoir depuis 2014, est également connu pour ses ordres d'exécuter les coupables liés au trafic de drogue¹³ qui sont dans le couloir de la mort, usant massivement de la peine capitale que Duterte désirerait réinstaurer dans son propre pays.

Ainsi, bien que Rodrigo Duterte établisse des alliances avec des régimes opposés, comme avec les États-Unis ou la France pour des questions militaires en Asie-Pacifique, une connivence plus importante s'observe entre le président des Philippines depuis son accès au pouvoir et les chefs d'un Etat fort qui ne sont pas regardants sur les moyens pour préserver la stabilité de leur régime. Les violences commises dans le cadre de la lutte anti-drogue vont dans ce sens et expliquent les dérives récemment observées dans le cadre de la pandémie.

Des violences commises dans le cadre de la pandémie mais dans la continuité de la lutte anti-drogue

Une fois au pouvoir, Rodrigo Duterte n'a cessé de multiplier les aveux de meurtres : le 12 décembre 2016, il déclarait avoir lui-même patrouillé et tué des personnes liées au trafic de drogue alors qu'il était maire de Davao. Le 27 décembre 2016, il affirmait également avoir jeté d'un hélicoptère un homme accusé de viol et de meurtre, pour revenir ensuite sur cette déclaration. Le 9 novembre 2017, il déclarait avoir tué quelqu'un à l'âge de seize ans. Véridiques ou non, ces déclarations banalisent la violence dans le discours mais aussi la pratique, visant à légitimer sa campagne contre le trafic de drogue¹⁴ et la criminalité qui en résulte. Durant son mandat de maire à Davao, des centaines d'exécutions extrajudiciaires ont été documentées. Pendant sa campagne présidentielle, Rodrigo Duterte avait déclaré que jusqu'à 100 000 toxicomanes et trafiquants seraient abattus durant les six premiers mois de son mandat et, qu'une fois élu, la corruption et les drogues seraient éliminées dans un délai de « trois à six mois »¹⁵. Selon l'Agence philippine de lutte contre la drogue, 5601 personnes soupçonnées

de trafic ou de consommation de drogues sont mortes entre le 1^{er} juillet 2016 et le 31 janvier 2020¹⁶ lors d'opérations de police. Un chiffre bien en-deçà de la réalité puisque ne tenant pas compte des meurtres extrajudiciaires commis par des milices ou d'autres tireurs non identifiés. Le 2 juillet 2016, Rodrigo Duterte encourageait l'impunité de ces meurtres en déclarant qu'il protégerait les policiers qui ont tué un millier de personnes pendant leurs différentes opérations¹⁷.

Une même impunité qu'il promet aux policiers violeurs. Connu pour faire l'apologie des crimes sexuels, il défendait dès avril 2016 le viol mais également l'exécution d'une missionnaire australienne ; les événements s'étaient produits en 1989 lors d'un soulèvement dans une prison de Davao qu'il dirigeait à l'époque en tant que maire. Il défendit aussi le viol des femmes d'une ville musulmane prise par l'EI¹⁸, le viol de Miss Univers, ainsi que le viol de toutes les « jolies femmes » : autant de déclarations qui ne font qu'encourager les dérives de la police dans le cadre d'opérations et principalement dans le cadre de la lutte anti-drogue. De nombreuses femmes dont les maris ou autres proches se voient accusés de consommer et/ou de vendre de la drogue échangent leur corps avec la liberté et souvent la vie de ces derniers. La pratique est devenue suffisamment endémique pour obtenir le nom en tagalog de « *palit-puri* », signifiant littéralement « troquer sa dignité »¹⁹.

Plus récemment, le vendredi 5 juin 2020, Rodrigo Duterte renouvelait ses menaces contre les trafiquants de drogue, suite à la saisie par la police de 756 kg de méthamphétamines. Un jour plus tôt, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme publiait un rapport concernant la situation des droits de l'homme aux Philippines²⁰, pointant du doigt la violence de la lutte anti-drogue à l'œuvre sous Duterte. D'après le rapport²¹, la « guerre anti-drogue » aurait conduit à des dizaines de milliers de morts²². Il est écrit : « ainsi, s'il y a eu d'importants progrès en matière de droits de l'homme ces dernières années, en particulier en matière de droits économiques et sociaux, l'accent mis sur les menaces à la sécurité nationale – réelles et exagérées – a conduit à de graves violations des droits de l'homme, renforcées par la rhétorique néfaste de hauts fonctionnaires. »²³. Selon l'ONU, plusieurs pratiques auraient porté atteintes aux droits de l'homme, comme les visites à domicile sans mandat²⁴, l'impunité²⁵ des policiers responsables de la mort des différents « suspects », mais aussi des « personnes non identifiées », dont les actes « suggèrent une possible collusion entre la police et les pouvoirs locaux »²⁶, la fabrication de preuves²⁷, les détentions arbitraires²⁸ ainsi que la stigmatisation des consommateurs de drogues²⁹. Dans le rapport, il est également question du meurtre de 73 enfants dans le cadre de cette campagne contre les drogues entre le 1^{er} juin 2016 et le 21 avril 2020³⁰. Le 27 mai, l'ONG *Human Rights Watch* publiait par ailleurs un rapport de 48 pages concernant les conséquences de la « guerre contre la drogue » sur les enfants mineurs, que ce soit sur le plan physique, émotionnel ou même économique. Le 29 juin 2020, l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) a également publié un rapport³¹ selon lequel « 122 mineurs auraient été abattus entre 2016 et 2019 [...] tués par les forces de l'ordre et leurs alliés »³². « Selon les enquêtes menées par l'OMCT, près de 40% d'entre eux ont été exécutés par des policiers, tandis que plus de 60% l'ont été par des inconnus, souvent des agresseurs masqués ou cagoulés, dont certains avaient des liens directs avec la police. »³³ Les mécanismes de fabrication de preuves sont de nouveau dénoncés par le rapport. Enfin, le 27 juillet, lors de son discours annuel à la Nation, Rodrigo Duterte a durci le ton en appelant à « l'adoption rapide d'une loi rétablissant la peine de mort »³⁴ pour les crimes liés à la drogue spécifiés par la loi de 2002 sur les drogues dangereuses. Le 5 août, le « Comité pour la Justice » au sein de la Chambre des représentants a commencé à examiner 12 propositions de lois à ce sujet.

Ainsi, il semble que la violence incitée dans le contexte de la pandémie soit loin d'être inédite. Le 1^{er} avril, lors d'une allocution télévisée, Rodrigo Duterte a menacé les personnes ne respectant pas le confinement³⁵ en ces termes, usant de la rhétorique habituelle : « Mes ordres

s'adressent à la police, l'armée et les villages. En cas de problème et si jamais ils protestent, et que votre vie est menacée, abattez-les. »³⁶ En comparaison avec d'autres pays, les policiers ont été en effet mobilisés de manière disproportionnée dans la rue durant la crise du Covid. De plus, le conseil de Rodrigo Duterte a fini par être suivi à la lettre : la police a confirmé le 5 avril qu'un de leurs agents avait abattu un homme de 63 ans dans la ville de Nasipit sur l'île de Mindanao, ce dernier ne respectant pas les règles sanitaires mises en place. De même, les arrestations et détentions de mineurs déjà importantes dans le cadre de la guerre anti-drogue ont également augmenté dans le cadre du couvre-feu lié à la pandémie, selon le rapport de l'OMCT. Deux enfants auraient ainsi été mis vivants dans des cercueils ou des cages³⁷. Des traitements violant les droits de l'homme pour punir les individus qui ne respectent pas le couvre-feu ou les différentes règles du protocole de quarantaine (ECQ³⁸) ont en effet été répertoriés à plusieurs reprises et ce, depuis la mise en place de la quarantaine à la mi-mars : l'usage de tasers, l'incident avec un habitant du village de Dasmarinas traîné au sol pour avoir abusé verbalement des agents de la police, l'intervention le 19 avril sans mandat de policiers armés dans un condominium privé de la ville de Taguig pour menacer des individus qui avaient violé les règles de distanciation sociale, le passage à tabac d'un poissonnier de la ville de Quezon qui ne portait pas de masque le 27 avril, et l'humiliation le 9 juillet d'un homme contrevenant au couvre-feu dans le barangay kagawad de Manille, contraint de courir nu, sont autant d'exemples au sein d'une liste bien plus longue.

A partir du 15 juillet 2020, la police était également autorisée à conduire les personnes testées positive au coronavirus dans des centres de quarantaine³⁹, nouvelle pratique controversée sachant que les « fouilles policières de porte à porte ont conduit à des milliers de meurtres horribles dans la guerre contre la drogue du gouvernement »⁴⁰, a déclaré le groupe de défense des droits de l'homme Karapatan, avant d'ajouter : « que va faire la police lorsque les patients refuseront de les accompagner, les abattre ? »⁴¹. Les propos du ministre de l'Intérieur Eduardo Ano ont également inquiété quand il a menacé d'emprisonner tout individu qui essaierait de cacher les symptômes du Covid-19 et ne coopérerait pas. Cependant la PNP a tenté de rassurer les citoyens en déclarant qu'il s'agissait d'une opération de « dernier recours » et que les agents seraient systématiquement accompagnés d'un personnel de santé. Le récent bilan de cette répression policière est cependant préoccupant : selon les chiffres de la PNP, 260 000 contrevenants au couvre-feu et aux autres règles sanitaires ont été interpellés, dont 76 000 arrestations et ce, entre le 17 mars et le 25 juillet⁴². A la date du 28 juillet 2020, la Commission des droits de l'homme avait également reçu plus de 900 plaintes dans la seule région métropolitaine de Manille, pour traitements inhumains, tortures, arrestations ou détentions⁴³. En effet, lors de son discours à la nation du 27 juillet 2020, Rodrigo Duterte a lui-même confirmé la continuité des pratiques coercitives employées dans la lutte anti-drogue et celle contre la pandémie, déclarant « ensemble, nous lutterons contre cette pandémie avec la même ferveur que notre campagne contre les drogues illicites, la criminalité, l'insurrection et la corruption. »

Ainsi, dans le cadre de la pandémie et des mesures strictes imposées pour endiguer cette dernière, les violences commises ont un air de déjà-vu et ne sont pas le signe d'une dérive autoritaire du régime. Cependant, on ne peut pas en dire autant de la liberté d'expression dont le champ se réduit davantage.

Un recul de la liberté d'expression qui confirme un durcissement du régime

Au début de la présidence de Rodrigo Duterte, des menaces contre l'opposition étaient déjà prononcées et finalement menées à exécution. Ainsi, dès février 2017, des poursuites ont été lancées contre Leila de Lima, la principale opposante de Rodrigo Duterte. L'ancienne sénatrice présidait jusqu'au 20 septembre 2016 la commission d'enquête sur les meurtres

extrajudiciaires perpétrés dans la lutte anti-drogue ; elle avait été exclue du Sénat alors qu'elle avait recueilli un témoignage d'Edgar Matobato, ancien membre des *vigilantes*⁴⁴. Selon lui, Rodrigo Duterte aurait tué un enquêteur du ministère de la Justice. Continuant d'encourager une enquête sur les *vigilantes* de Davao, Leila de Lima a ensuite été accusée par plusieurs détenus d'avoir dirigé un réseau de trafic de drogues en tant que ministre de la Justice dans le gouvernement précédent – témoignage que les avocats de Leila de Lima déclarent fabriqué de toutes pièces en échange de privilèges dans les prisons. Elle a été arrêtée le 24 février 2017. Le 15 juin 2020, Leila de Lima a déposé une requête de mise en liberté sous caution. Le 29 juillet, 13 procureurs ont demandé au tribunal régional de première instance de Muntinlupa de rejeter cette demande.

En 2018, la Cour suprême avait également démis de ses fonctions la juge en chef Maria Lourdes Sereno, à la suite d'une pétition du gouvernement concernant sa non-déclaration de patrimoine avant sa nomination en 2012, fait d'autant plus étonnant qu'il est écrit dans la Constitution qu'un juge en chef ne peut être révoqué que par mise en accusation par le Congrès. Comme Leila de Lima, elle était une critique éminente de la « guerre contre la drogue » mais aussi de l'extension de la loi martiale à Mindanao. De même, la Sénatrice Risa Hontiveros, connue pour ses critiques vis-à-vis des différentes politiques de Rodrigo Duterte, a été accusée de divers crimes à plusieurs reprises et le 19 juillet 2019, le CIDG (*Criminal Investigation and Detection Group*) de la PNP a porté plainte contre Hontiveros ainsi que d'autres membres de l'opposition⁴⁵ pour « sédition, cyber-diffamation, diffamation, hébergement d'un criminel et entrave à la justice »⁴⁶, les tenant pour responsables de la diffusion des vidéos « *Ang Totoong Narcolist* » (« la vraie narcoliste » en tagalog) dans lesquelles un lien est établi entre la famille de Rodrigo Duterte et le trafic de drogue. Parmi les accusés se trouvait également la Vice-Présidente Leni Robredo. Le 10 février 2020, les charges contre Hontiveros, Robredo et d'autres membres de l'opposition ont été abandonnées⁴⁷. A cette même date, le Sénateur Trillanes IV et dix autres membres de l'opposition ont été déclarés coupables, ce qui a conduit Trillanes à déclarer qu'il s'agissait là d'une nouvelle preuve « que l'administration Duterte continue de militariser la loi contre l'opposition politique, les critiques et les médias »⁴⁸. Plus récemment encore, le 20 avril 2020, sept personnes liées au parti politique Anakpawis ont été accusées de sédition car transportant des pamphlets contre le gouvernement de Rodrigo Duterte. Ces différents incidents sont autant d'éléments d'intimidation pour l'opposition, contribuant à faire taire les critiques.

En ce qui concerne la liberté de presse, et plus largement la liberté d'expression, cette dernière était déjà menacée dès les débuts de Rodrigo Duterte. Durant une conférence de presse le 31 mai 2016 et avant même d'entrer en fonction, alors qu'il était interrogé sur la manière dont il endiguerait le taux élevé d'assassinats de journalistes dans le pays⁴⁹, Duterte répondait ainsi : « Ce n'est pas parce que vous êtes journalistes que vous n'êtes pas exempts d'assassinats, si vous êtes un fils de pute ». Face à l'avalanche des critiques qui ont suivi cette déclaration encourageant la violence à l'encontre des journalistes, Duterte a également annoncé un boycott des médias ainsi que l'arrêt des conférences de presse, déclarant qu'il ne souhaitait plus que communiquer par le biais de la radio et la télévision d'Etat, créées sous la dictature. Dans le rapport de l'ONU, il a également été fait mention de « vingt sites Web de médias et d'ONG [qui] ont également été confrontés à une série d'attaques par déni de service en 2018 et 2019 après avoir publié des articles critiquant des responsables »⁵⁰

La pandémie en elle-même a cependant été l'occasion pour Rodrigo Duterte de renforcer son contrôle sur la presse. Ainsi, le *Bayanihan to Heal as One Act*⁵¹ fut signé par le président le 24 mars 2020. Il accorde davantage de pouvoir au Président notamment pour mettre en place des mesures d'urgence dans le cadre de la crise du Coronavirus. Dans la section 6 du texte, consacré aux « pénalités »⁵², sont listés les différents délits passibles de deux mois de prison et/ou d'une

amende comprise entre 10 000 pesos (173 euros) et un million de pesos (17 300 euros). Risquent d'être punis « les individus ou groupes qui créent, perpétuent ou diffusent de fausses informations concernant la crise du Covid-19 sur les réseaux sociaux et autres plateformes [...] qui sont clairement destinées à promouvoir le chaos, la panique, l'anarchie, la peur, ou la confusion »⁵³. Cette nouvelle loi ne donne aucune définition juridique de « fausse information » et nuit ainsi davantage à la liberté d'informer aux Philippines, déjà très limitée⁵⁴. Si le texte a expiré le 24 juin et n'a pas été reconduit, il a cependant permis à la police d'accuser dès le 28 mars deux journalistes basés à Cavite, une province au sud de Manille, de diffuser de « fausses informations sur la crise du Covid-19 en vertu de l'article 6 (6) »⁵⁵. La PNP a ainsi déposé les accusations au bureau du procureur de Cavite City contre Marios Batuigas, rédacteur en chef du site *Latigo News TV*, le blogueur vidéo et journaliste en ligne Amor Virata, mais aussi le maire de Noveleta, Dino Reyes Chua, pour avoir propagé des fausses informations concernant la propagation du coronavirus dans la ville de Cavite. De même, Joshua Molo, le rédacteur en chef de *UE Dawn*, le journal de l'Université de l'Est à Manille, a dû présenter des excuses publiques alors qu'il se contentait de dénoncer « l'inaction » du président Rodrigo Duterte dans la gestion de la crise. Trois de ses anciens professeurs ont en effet porté plainte contre lui pour « cyber diffamation »⁵⁶ dans le tribunal de la ville de Cabaio, conduisant Joshua Molo à présenter ses excuses dans une vidéo pour ne pas faire face à des procédures judiciaires. De même, le 19 avril, Maria Victoria Beltran, poète et scénariste, a été arrêtée sans mandat à Cebu pour avoir « prétendument diffusé de « fausses nouvelles » sur les taux élevés d'infection à coronavirus »⁵⁷ sur le site *Sito Zapatera*. Elle fut relâchée trois jours plus tard. A la date du 1^{er} mai, la PNP poursuivait en justice pas moins de 23 personnes pour « diffusion d'informations non vérifiées et fausses sur l'épidémie de Covid-19 » et pour « cyber-diffamation »⁵⁸, comprenant notamment Elanel Egot Ordidor⁵⁹ et Maria Diane Serrano⁶⁰. De la même manière, Rodrigo Duterte a ordonné le 17 juin 2020 le licenciement du Dr Anthony Leachon, un conseiller spécial du groupe de travail de lutte contre le Covid-19, ce dernier ayant critiqué le département pour sa gestion de la crise. Dire la vérité comporte toujours plus de risques aux Philippines et ce, surtout lorsque que l'Etat voit sa légitimité remise en question par une gestion catastrophique de la crise⁶¹.

A cette loi s'ajoute également la loi de la République 11 332, également connue comme « loi sur la déclaration des maladies transmissibles »⁶², utilisée à plusieurs reprises par la PNP contre les individus sortis manifester et respectant pourtant les règles de distanciation sociale ainsi que le port du masque. Des avocats des droits de l'homme ont déclaré que ni le *Bayanihan to Heal As One Act* ni cette loi de la République 11 332 n'empêchaient les rassemblements, dénonçant encore une fois la libre interprétation de la police.

Autre recul de la liberté de presse au cœur de la pandémie : *Bulatlat*, un média alternatif à but non lucratif qui couvre des sujets affectant les secteurs à faible revenu, s'est vu refuser arbitrairement l'accréditation désormais requise pour rendre compte des zones de quarantaine à Luzon, l'île la plus grande et la plus peuplée de l'archipel philippin⁶³.

Le cas récent de Maria Ressa illustre également le harcèlement judiciaire dont sont victimes les différents médias et journalistes. La *Securities and Exchange Commission* avait ainsi révoqué en 2018 la licence du site *Rappler*, connu pour ses articles critiques vis-à-vis de Rodrigo Duterte ; le site poursuit cependant ses activités. La PDG de *Rappler*, Maria Ressa, a été arrêtée officiellement deux fois pour finalement être condamnée le 15 juin 2020 par le tribunal de Manille. Elle a été déclarée coupable de « cyber-diffamation », à la suite de la publication d'un article de 2012 concernant les liens supposés entre le président de l'époque de la Cour suprême et un homme d'affaires. Elle a également été accusée d'évasion fiscale. Depuis 2018, onze plaintes ont été déposées contre Maria Ressa et son site en moins de 14 mois ; au total, elles ont donné lieu à huit mandats d'arrêt et les peines maximales cumulées en cas de condamnation

équivalent à 100 ans de prison. Le cas de Maria Ressa illustre également l'usage qui peut être fait de Facebook et des autres médias sociaux dans un pays très connecté à Internet, souvent instrumentalisés par le gouvernement : Maria Ressa recevait à un certain moment pas moins de 90 messages haineux par heure⁶⁴.

Autre événement au retentissement important au sein de la société civile des Philippines, l'arrêt de diffusion d'émissions du conglomérat *ABS-CBN* le 5 mai 2020, la licence n'ayant pas été renouvelée par le Congrès. Le 10 juillet, son non-renouvellement a été décidé par la Chambre des représentants à 70 voix contre 11⁶⁵. Le média, qui émettait depuis 25 ans, était réputé pour son ton plutôt critique vis-à-vis de la présidence philippine. Dès 2016, le président s'en était pris au groupe de télévision, de radio et d'Internet : il lui reprochait de ne pas avoir diffusé ses spots de campagne présidentielle et le menaçait de non-renouvellement de la franchise, promesse ainsi tenue quatre années après. De quoi décrédibiliser l'excuse présentée par Peter Cayetano, le président de la Chambre des représentants et proche de Duterte : il décrétait que cette décision consistait à en finir avec l'hégémonie de la famille Lopez qui en plus d'avoir des intérêts dans *ABS-CBN* a investi dans la production d'électricité, l'énergie, l'eau, l'immobilier et l'industrie. Dans les premières minutes de son discours à la nation du 27 juillet 2020, Rodrigo Duterte a également déclaré que la fermeture d'*ABS-CBN* était justifiée : « les médias sont un outil puissant entre les mains des oligarques [...] qu'ils utilisent dans leurs combats contre les figures politiques », avant d'ajouter : « j'ai été une victime des Lopez pendant l'élection de 2016 », preuve de l'absence de neutralité du président dans la décision.

Ainsi, bien que la pression sur la liberté d'expression et de presse fût déjà en cours lorsque Rodrigo Duterte est entré en fonction, il semble qu'une dégradation de la situation s'observe actuellement. Sans surprise, les Philippines ont perdu deux places dans le classement mondial de la liberté de presse de RSF en 2020, passant à la 136^{ème} place sur 180 pays⁶⁶.

Par ailleurs, cette liberté de presse et plus généralement d'expression semble encore plus menacée par l'établissement d'une nouvelle loi censée servir la sécurité nationale mais dont les libres interprétations peuvent être liberticides.

La mise en place d'une nouvelle loi « anti-terroriste », signe le plus inquiétant d'un autoritarisme grandissant

Différents textes de lois rédigés avant même la présidence de Duterte interrogeaient déjà quant à leur respect des droits de l'homme. La Constitution des Philippines ainsi que d'autres textes garantissant la protection de ces derniers, plusieurs lois donnent pourtant un large pouvoir discrétionnaire pour détenir mais également inculper des individus au nom de la sécurité nationale. C'est le cas de la loi de 2007 sur la sécurité humaine (*Security Act of 2007*), la loi de 2012 sur la protection contre la cybercriminalité (*2012 Cyber Crime Protection Act*), la loi de la République de 2018 (*2018 Republic Act 10 973*) et des lois concernant la sédition. Différents amendement et projets de lois ont été proposés, dans le but de lutter contre le terrorisme et renforcer l'ordre public, certains visant à rétablir la peine de mort pour les crimes liés à la drogue, mais aussi à diminuer l'âge de responsabilité pénale.

Ainsi, le 3 juin 2020, le Sénat adoptait-il une nouvelle loi antiterroriste⁶⁷. Le 3 juillet, Rodrigo Duterte signait le projet de loi qu'il décrétait indispensable pour combattre un terrorisme qui essaierait de tirer parti de la crise du Covid. Cette loi⁶⁸ remplace la loi de 2007 sur la sécurité humaine et, en comparaison de cette dernière, élargit la définition du terrorisme, étend la période de détention sans mandat de trois à quatorze jours, prorogeable de dix jours supplémentaires, enlève le principe de compensation en cas d'acquiescement⁶⁹, en plus de renforcer le Conseil antiterroriste dont les membres sont nommés par le Président. Au niveau

de la section 4 du texte, sont désignés comme « terroristes » tout individu destiné à « causer la mort ou des blessures graves à quiconque », des « dommages et des destructions importants », qui « développe, fabrique, possède, acquiert, transporte, fournit ou utilise des armes, des explosifs ou des armes biologiques, nucléaires, radiologiques ou chimiques », « libère des substances dangereuses, provoquant un incendie, des inondations ou des explosions » pour « intimider le grand public ou une partie de celui-ci, créer une atmosphère ou répandre un message de peur, provoquer ou influencer par intimidation le gouvernement ou toute organisation internationale, ou déstabiliser ou détruire gravement les structures politiques, économiques ou sociales fondamentales du pays, ou créer une urgence publique ou porter gravement atteinte à la sécurité publique ». La partie portant le plus à controverse est la définition qui suit : « le terrorisme tel que défini dans la présente section ne comprend pas le plaidoyer, la protestation, la dissidence, l'arrêt de travail, l'action individuelle ou de masse et d'autres exercices similaires des droits civils et politiques, qui ne sont pas destinés à causer la mort ou des dommages physiques graves à une personne, à mettre la vie d'une personne en danger ou créer un risque sérieux à la sécurité publique ».

S'il apparaît dans un premier temps que ce texte semble protéger la liberté d'expression des citoyens et des différents opposants pacifiques, la dernière ligne peut donner lieu à des interprétations très vagues concernant un « risque grave pour la sécurité publique ». C'est d'autant plus inquiétant que ces garde-fous ont très peu de crédibilité dans un pays caractérisé par sa culture de l'impunité vis-à-vis des policiers qui tuent des milliers de « suspects » dans le cadre de la lutte « anti-drogue » et de ses diverses violations des droits de l'homme. Autre élément qui peut donner lieu à différentes interprétations : la criminalisation⁷⁰ de « la menace » (section 5), la « planification, la formation, la facilitation de » (section 6), la « conspiration » (section 7), la « proposition » (section 8) de commettre un acte terroriste mais surtout « l'incitation » (section 9) au terrorisme. Ces notions qui peuvent être interprétées de manière très arbitraire posent d'autant plus problème que, « depuis des décennies, le « marquage rouge » – ou la qualification d'individus et de groupes comme communistes ou terroristes – constitue une menace persistante et puissante pour la société civile et la liberté d'expression »⁷¹. En effet, si certains défendent l'adoption de cette nouvelle loi comme un moyen pour mieux protéger les Philippines de toute attaque terroriste⁷², de nombreuses voix s'élèvent contre le texte qui ne serait qu'un instrument de répression supplémentaire contre des individus labellisés d'une manière parfaitement arbitraire comme « terroristes ».

Ce « marquage rouge » était déjà une pratique courante aux Philippines avant le vote de cette nouvelle loi. Dans le rapport de l'ONU, il est ainsi écrit : « la nature omniprésente du « marquage rouge » du gouvernement est clairement illustrée par l'inclusion de 649 noms dans une liste du tribunal gouvernemental visant à désigner le CPP [Parti Communiste des Philippines] et le NPA [*National Popular Army* : la branche armée du CPP] comme groupes terroristes ». La liste comprenait des défenseurs des droits autochtones et autres, ainsi qu'un rapporteur spécial des Nations Unies, Victoria Tauli-Corpuz. De nombreuses personnes en ont par la suite été rayées mais elles ont continué à signaler des cas de harcèlement et ont toujours été qualifiées de terroristes. Cet étiquetage s'est d'ailleurs soldé en 2018 par la mort de quatre des défenseurs des droits humains⁷³, décrits comme membres du CPP-NPA-NDF (la rébellion communiste aux Philippines ; NDF est l'acronyme de *National Democratic Front*) sur des listes diffusées dans l'île de Negros. De même, le 17 août 2020, Zarah Alvarez⁷⁴ fut tuée par un homme non identifié dans la ville de Bacolod. Son nom, bien que rayé par la suite, était également présent dans la pétition déposée par le Ministère de la justice en mars 2018 et circulait dans des affiches de personnes étiquetées comme « terroristes » et « rebelles communistes » placardées dans la ville de Bacolod. Ce meurtre suit celui de Randall Echanis, président d'Anakpawis et consultant pour le NDF, qui a été tué par la PNP le 10 août dans sa location de Novaliches, dans la ville de Quezon⁷⁵.

Les défenseurs des droits de l'homme ainsi étiquetés aux Philippines reçoivent également régulièrement des menaces de mort ou de viol lorsqu'il s'agit de femmes. La défenseuse des droits étiquetée en rouge, Honey Mae Suazo⁷⁶, a disparu le 2 novembre 2019. Plus récemment, l'ONG *Global Witness* a publié le 29 juillet un rapport⁷⁷ selon lequel 212 défenseurs de l'environnement avaient été tués en 2019 dans le monde, dont 43 aux Philippines, le pays le plus meurtrier derrière la Colombie. Ce texte dénonce également le « marquage rouge », dont a été notamment victime Datu Kaylo Bontolan, tué le 7 avril 2019. Plus généralement, le rapport montre que le nombre de défenseurs tués sous Duterte a pratiquement doublé en comparaison des trois années précédant son élection. Durant le confinement, le « marquage rouge » s'est également opéré, avec « des visites de la police et des militaires ainsi que des raids contre des ONG [qui] auraient été utilisés pour intimider la société civile. [...] Certaines personnes sont détenues et libérées, tandis que d'autres font face à des accusations, notamment pour possession illégale d'armes à feu, enlèvement et sédition. »⁷⁸. Les chefs d'accusation sont caractéristiques des actes définis comme « terroristes » par la nouvelle loi et montrent ainsi quel usage beaucoup plus large peut en être fait pour réduire au silence toute opinion dissidente.

Par ailleurs, le rôle du Conseil antiterroriste décrit dans le cadre de la nouvelle loi fait craindre le même type de dérives, le secrétariat du Conseil étant dirigé par l'*Agence nationale de coordination du renseignement* (NICA⁷⁹) qui mène depuis longtemps une campagne de harcèlement, de surveillance et de répression contre différents groupes et militants qui opèrent en toute légalité mais sont accusés d'être partisans de la NPA, comprenant notamment des activistes communautaires, des agriculteurs, des écologistes, des journalistes locaux et des dirigeants syndicaux⁸⁰.

Plus récemment, lors de la semaine du 10 août 2020, des affiches « Wanted » sont également apparues dans la ville de Davao, sur lesquelles sont inscrits les noms de neuf dirigeants d'organisations militantes et défenseurs des droits des « *lumad* »⁸¹, le groupe d'autochtones auquel appartenait d'ailleurs Datu Kaylo Bontolan. Sur ces affiches, ils sont qualifiés de « violateurs des droits de l'homme » mais aussi de « *bergudo* » (« bourreaux » en tagalog)⁸². Il s'agit d'une nouvelle preuve du « marquage rouge » dont les militants sont victimes et ce, même en plein cœur de la pandémie.

Cependant, un régime s'établit également en fonction de la résistance et de l'opposition qu'il rencontre. Et le vote de la loi anti-terroriste a rencontré une forte contestation des Philippines qui ne restera peut-être pas sans conséquence.

Face à ce durcissement du régime de Rodrigo Duterte, l'opposition et la société civile s'expriment.

Les personnes dénonçant cette loi comme un objet de répression supplémentaire vis-à-vis de l'opposition et de toute opinion dissidente sont nombreuses. Avant même que le projet de loi ne soit signé par Rodrigo Duterte, plusieurs centaines de manifestants avaient défilé à Manille le 4 juin 2020, un jour après l'adoption du texte par le Sénat. Une nouvelle fois, Leni Robredo⁸³ et Leila de Lima⁸⁴ ont dénoncé un abus de pouvoir par le président. L'ONG *National Union of Peoples' Lawyers*, rassemblant étudiants en droit et avocats des droits de l'homme a également exprimé ses inquiétudes⁸⁵. Le 12 juin 2020, des manifestants ont défilé dans les rues le jour de l'anniversaire de l'Indépendance, en diffusant le morceau de pop « *Senorita* » qui se moque des mots « *terrorista* » (terroriste) et « *pasista* » (fasciste). Le 26 juin 2020, au moins vingt personnes ont été arrêtées pendant la « marche de la fierté » durant laquelle certains membres de la communauté LGBT dénonçaient le nouveau projet de loi. L'Église a également vivement réagi : une déclaration commune a été signée début juin par les Églises chrétiennes,

exhortant les citoyens mais aussi tous les chefs religieux à s'opposer à ce projet de loi⁸⁶. Le 4 juillet, en réaction à la signature de la loi par Rodrigo Duterte, « plus d'un millier de manifestant.e.s se sont rassemblé.e.s sur l'avenue de l'université UP Diliman. »⁸⁷ Le 19 juillet, un message signé par l'évêque de Kalookan Mgr Pablo Virgilos David⁸⁸ et exprimait les craintes de l'Église catholique à propos de la « dérive autoritaire du gouvernement du président Rodrigo Duterte. »⁸⁹ Il a été lu dans toutes les églises du pays. Ce sont également les évêques qui ont protesté contre le rétablissement de la peine de mort souhaité par Rodrigo Duterte et qui déclarent dans un communiqué : « les statistiques sur la criminalité ne montrent pas de manière concluante que la peine de mort dissuade de commettre des crimes. [...] La peine de mort est dirigée contre les secteurs les plus vulnérables de la société, les marginaux et les pauvres [qui] n'ont pas les moyens de s'offrir les services d'un avocat réputé pour les défendre. »⁹⁰

Les comparaisons avec la dictature de Ferdinand Marcos (1972-1986) n'ont également pas manqué durant les diverses manifestations et les déclarations de l'Église. Cité sur le site *Rappler*, l'écrivain Vergel O. Santos déclare que cette législation « ravive le profond traumatisme national »⁹¹ résultant des quatorze années de loi martiale sous Ferdinand Marcos. Sur le site, il est également écrit que « Duterte idolâtre Marcos⁹² et Hitler⁹³ et s'est aligné avec Xi Jinping, l'incarnation vivante, en Chine, de ces hommes »⁹⁴. Le parallèle s'est également fait suite à l'arrêt de la chaîne *ABS-CBS* qui avait été fermée une seule fois auparavant : durant la dictature de Ferdinand Marcos. Par ailleurs, le texte de la loi anti-terroriste renvoie également à cette période : la possibilité pour le Conseil anti-terroriste d'ordonner une arrestation alors que normalement seul le juge a le droit d'émettre un mandat d'arrêt, selon la Constitution de 1987. « Dans la Constitution de 1972, les responsables exécutifs, en particulier le secrétaire à la Défense nationale, étaient autorisés à émettre des mandats d'arrêt dans les soi-disant ASOS (*ordres de saisie actifs*), ils étaient notoires. »⁹⁵, déclare ainsi Antonio Carpio, autrefois juge à la Cour suprême. De plus, si le juge a besoin de preuves tangibles pour émettre un mandat d'arrêt, le Conseil anti-terroriste, quant à lui, peut émettre un ordre d'arrestation contre une personne qui ne serait que suspecte et contre laquelle des preuves n'auraient pas encore été recueillies.

La loi anti-terroriste pose d'autant plus problème qu'elle est également comparée avec la nouvelle loi de sécurité nationale imposée à Hong Kong (香港国家安全法) pratiquement au même moment, le 30 juin 2020. Cette dernière loi est cependant beaucoup plus large car couvrant un spectre de nombreux crimes⁹⁶ et ne dispose pas des mêmes garde-fous que la loi anti-terroriste des Philippines qui reste gouvernée par la Constitution. Les Hongkongais n'ont pas eu leur mot à dire et tandis que la Chine a désormais tous les pouvoirs pour faire taire les opinions dissidentes, déjà 27 différentes pétitions⁹⁷ ont été présentées à la Cour suprême des Philippines, à la date du 19 août, pour examiner la constitutionnalité du texte entré en vigueur le 18 juillet. Les plaidoiries sur l'affaire seront par ailleurs entendues par la Cour suprême⁹⁸ la troisième semaine de septembre au plus tôt. Ainsi, comparer Rodrigo Duterte à un dictateur tel que Xi Jinping qui peut désormais être président à vie ne rend pas compte de la réalité des Philippines, un pays dans lequel le mandat présidentiel unique et les contre-pouvoirs limitent sa capacité de nuire.

Pour conclure, plutôt que de parler de « dérive autoritaire » pour un régime présidentiel qui l'était déjà à ses commencements, il serait peut-être plus pertinent de parler du durcissement de ce dernier. Certains diraient que les différents coups portés à la liberté d'expression et de la presse sont le fruit d'un opportunisme du président dans un pays paralysé par l'épidémie et où la contestation reste limitée par les différentes mesures sanitaires, bien qu'elle ne soit pas illégale. Cependant, d'autres souligneraient le fait que ces mesures sont davantage le symptôme d'un président affaibli et remis en question pour sa gestion catastrophique de la pandémie dans un pays déjà appauvri et entré en récession pour la première fois depuis trois décennies. Dans

tous les cas, si la loi anti-terroriste n'est pas invalidée par la Cour suprême⁹⁹ dont le verdict ne sera pas délivré avant l'automne, son usage dans les mois à venir constituera un baromètre de l'autoritarisme de Rodrigo Duterte, comme les applications de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong témoignent de la dictature impitoyable du Parti Communiste Chinois. Un autoritarisme au mandat unique, toutefois, et que le peuple des Philippines pourra, s'il le souhaite, sanctionner à travers les urnes lors des prochaines élections de mai 2022.

¹ Véronique Grousset, « Rodrigo Duterte, président, mais fier de se dire dictateur », *Le Figaro Magazine*, n° 22462, 28 octobre 2016.

² Nathaniel Mariano et Other V. Campos, « Xi promises Duterte \$148-million grant to PH », *Manila Standard*, 27 avril 2020.

³ *Visiting Force Agreement* : il s'agit d'un accord bilatéral conclu entre Washington et Manille concernant le stationnement des forces militaires américaines sur l'archipel et la coopération avec l'armée des Philippines.

⁴ Patricia Lourdes Viray, "Duterte bans Philippines from joining naval exercises in South China Sea", *Philstar*, 4 août 2020.

⁵ Pia Ranada, "Duterte meets his 'idol' Putin", *Rappler*, 19 novembre 2016.

⁶ Kimberly Jane Tan, "Duterte in favor of 'new order' with China, Russia", *ABS-CBN News*, 17 novembre 2016.

⁷ Pia Ranada, "Duterte tells North Korean minsiter : 'We'd be good dialogue partner'", *Rappler*, 8 août 2017.

⁸ Genalyn Kabling, "Duterte calls Trump, Bolsonaro 'brave' for opening up US, Brazil economies despite 'rampaging' pandemic", *Manila Bulletin*, 8 juillet 2020.

⁹ Stephen Gibs, "Give killer police medals, urges Brazilian 'Trump' Jair Bolsonaro", *The Times*, 31 août 2018.

¹⁰ "Brazil's Bolsonaro extols convicted torturer as a 'national hero'", *Reuters*, 8 août 2019.

¹¹ Ina Parlina, "Jokowi, Duterte firm friends", *The Jakarta Post*, 10 septembre 2016.

¹² Francis Chan, "Jokowi orders police to shoot drug traffickers", *The Straits Times*, 23 juillet 2017.

¹³ C'est le cas du Français Félix Dorfin qui a été condamné à la peine de mort le 20 mai 2019 pour trafic de drogue sur l'île de Lombok. Le parquet avait, quant à lui, requis vingt ans d'emprisonnement et une amende de dix milliards de roupies (soit 620 000 euros). De même, le français Serge Atlaoui arrêté en 2005 faisait partie d'une liste d'exécutions qui devaient avoir lieu fin avril 2015. Son nom a été retiré à la dernière minute, mais les huit autres condamnés n'ont pas été épargnés : Andrew Chan, Muyran Sukumaran (Australie), Rodrigo Gularte (Brésil), Sylvester Obiekwe Nwolise, Okwudi Oyatanze, Raheem Agbaje Salami (Nigéria), Martin Anderson (Ghana ou Nigeria) et Zainal Badarudin (Indonésie) ont été exécutés le 29 avril 2015 sur l'île de Nusakambangan.

¹⁴ Une étude en 2015 avait montré qu'environ 1,8 millions de Philippins, soit 2,3% de la population, étaient des consommateurs de drogues (cf : Dangerous Drugs Board, 2015 Nationwide Survey on the Nature and Extent of Drug Abuse in the Philippines, p54).

¹⁵ Adriel Paolo Tejada, "Duterte vows to end criminality in 3 months", *Philstar*, 20 février 2016.

¹⁶ #RealNumbersPH, Philippine Drug Enforcement Agency, 31 janvier 2020.

¹⁷ Christina Mendez, "Duterte to PNP : Kill 1,000, I'll protect you", *Philstar*, 2 Juillet 2016.

¹⁸ Rodrigo Duterte avait ainsi dit aux soldats déployés dans la région : « si vous en violez trois, c'est bon, c'est sur mon compte. » (Source : Harold Thibault, « Aux Philippines, l'impunité des policiers violeurs », *Le Monde*, 13 mai 2019.)

¹⁹ Pour plus de détails, lire l'enquête du Monde : Harold Thibault, « Aux Philippines, l'impunité des policiers violeurs », *Le Monde*, 13 mai 2019.

²⁰ La Cour pénale internationale avait déjà entamé en février 2018 un examen préliminaire des plaintes déposées contre le président Duterte, conduisant alors au retrait du gouvernement philippin de la Cour. Puis, en juin 2019, une résolution a été adoptée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour demander au Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme de rédiger un rapport sur la situation en termes de droits humains aux Philippines.

²¹ Version en anglais disponible via ce lien : <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/PH/Philippines-HRC44-AEV.pdf> .

²² Rebecca Ratcliffe, "Philippines war on drugs may have killed tens of thousands, says UN", *The Guardian*, 4 juin 2020.

²³ *United Nations, Human Rights Council (2020), Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Philippines*, 4 June, A/HRC/44/22, paragraph 12.

²⁴ Autorisées par la « PNP Command Memorandum Circular No. 16-2016 » lancée par Ronald dela Rosa, ancien chef de police à Davao et devenu chef de la police nationale aux Philippines sous Duterte. Les visites à domicile

peuvent se faire sans mandat et concerner toute personne incluse dans une liste de suspects. Refuser une visite est souvent considéré comme un acte incriminant et toute résistance peut conduire à l'usage de la force de la part de la police.

²⁵ Le *Service des Affaires Internes de la Police (IAS)* est chargé d'enquêter sur chaque mort provoquée lors d'une opération. L'IAS aurait lancé 4583 enquêtes entre juillet 2016 et mai 2019 (source : *Government Submission*, 1^{er} mai 2020). Cependant, ce n'est que dans un seul cas, celui de la mort de l'adolescent Kian delos Santos, que trois officiers de police ont été condamnés pour meurtre lié à la campagne « anti-drogue », un jugement qui doit beaucoup à la couverture médiatique de CCTV et les manifestations publiques. Autre élément qui limite les enquêtes : les nombreux obstacles rencontrés par les proches des victimes pour poursuivre les policiers en justice qui sont le harcèlement, les menaces, les différentes intimidations, le manque de protection des témoins, le peu de volonté de la part de l'Etat et des institutions de justice d'examiner des affaires en lien avec la lutte anti-drogue.

²⁶ *United Nations, Human Rights Council (2020), Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Philippines*, 4 June, A/HRC/44/22, paragraph 30.

²⁷ Un des cas dans l'annexe du rapport de l'ONU concerne les frères Lozano tués par la police le 12 mai 2017. Les frères auraient pris part à un vol dans la ville de Quezon puis auraient été poursuivis par la police qui a fini par tirer. Les officiers de police déclarent avoir trouvé deux armes à feu, un calibre 38 et un calibre 45, près des corps. Les deux frères étaient sur la liste des suspects concernant la lutte anti-drogue. Leur mère continue de dire qu'ils ne consommaient pourtant plus de drogue depuis un an et n'ont jamais possédé d'arme à feu.

²⁸ En février 2020, le taux de congestion carcérale était de 534%, l'un des plus élevés au monde (source : *Administrative Circular 38 (2020)*, Supreme Court), un chiffre qui a considérablement augmenté dans le cadre de la lutte anti-drogue de Rodrigo Duterte. Par ailleurs, de nombreux détenus n'ont pas l'argent nécessaire pour payer leur caution.

²⁹ La loi de 2002 sur les drogues dangereuses (*2002 Comprehensive Dangerous Drugs Act*) exige notamment le signalement des toxicomanes dans les établissements publics – y compris les écoles secondaires.

³⁰ Il s'agit des chiffres documentés par la Commission des droits de l'homme.

³¹ Le rapport est disponible au lien suivant : https://www.omct.org/files/2020/06/25937/omct_philippines_childrights_06.2020_en_single.pdf

³² « Les dérives sécuritaires du pouvoir philippin à nouveau pointées du doigt », *RFI*, 29 juin 2020.

³³ « Philippines : 120 enfants tués dans la guerre contre la drogue », *La Liberté*, 29 juin 2020.

³⁴ La peine de mort a été abolie en 2006 (elle avait été abolie une première fois en 1987 puis rétablie en 1994). Déjà en 2017, la Sénat n'avait pas validé le rétablissement de la peine de mort pour les individus qui seraient pris en possession de 500 g de marijuana ou 10 g de cocaïne, d'héroïne ou d'ecstasy.

³⁵ Décrété le 12 mars pour l'île de Manille et ensuite étendu à l'île de Luzon.

³⁶ Dans la version originale : « My orders are sa pulis pati military, pati mga barangay na pagka ginulo at nagkaroon ng okasyon na lumaban at ang buhay ninyo ay nalagay sa alanganin, shoot them dead. »

³⁷ Laure Elmaleh de l'OMCT cite ainsi le rapport de partenaires locaux (Source : « Philippines : 120 enfants tués dans la guerre contre la drogue », *Liberté*, 29 juin 2020).

³⁸ *Enhanced Community Quarantine*.

³⁹ En théorie, les personnes concernées sont celles qui vivent avec des personnes « vulnérables » ou dans un logement ne permettant pas l'« auto-isolément ».

⁴⁰ « Philippine police deployed as virus cases forced into quarantine », *The Peninsula*, 15 juillet 2020.

⁴¹ « Virus : la police philippine déployée pour conduire en quarantaine les personnes contaminées », *Le Figaro*, 15 juillet 2020.

⁴² Regine Cabato, « Duterte turns to drug war tactics to fight pandemic in the Philippines », *The Washington Post*, 28 juillet 2020.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Nom donné aux « escadrons de la mort ».

⁴⁵ Parmi les accusés, il y avait notamment le représentant de Magdalo Gary Alejano, l'ancien sénateur Bam Aquino, l'avocat des droits de l'homme Chel Diokno, le chef civique Moro Samira Gutoc, l'ancien solliciteur général Florin Hibay, l'avocat électoral Romulo Macalintal et la vice-présidente de la Chambre Erin Tanada. Les archevêques Socrates Villegas et Pablo Virgilio David, ainsi que les évêques Honesto Ongtioco et Tedoro Bacani Jr, et les prêtres Albert Alejo et Robert Reyes étaient également accusés.

⁴⁶ « Seditious raps : Solons, bishop hit "stupid" PNP », *The Inquirer*, 20 juillet 2019.

⁴⁷ « DOJ junks seditious raps VS Robredo, Hontiveros, De Lima, 'Otso Diretso' bets », *Philstar*, 10 février 2020.

⁴⁸ Jeffrey Damicog, « Trillanes, 10 others charged with conspiracy to commit sedition », *Manila Bulletin*, 10 février 2020.

⁴⁹ Les Philippines font partie des pays les plus dangereux pour les journalistes, selon différents organismes. Selon le comité pour la protection des journalistes (CPJ), 84 journalistes ont été tués depuis 1992, c'est-à-dire la fin de la dictature. L'année la plus meurtrière avait été celle de 2009, le massacre de Maguindanao ayant conduit à la mort de 33 journalistes, toujours selon CPJ. Ces victimes, s'ajoutant à 25 autres individus du convoi ne travaillant pas pour les médias, ont été enlevées et tuées alors qu'elles partaient déposer un certificat de candidature pour Esmel Mangudadatu, candidat aux élections de 2010 pour le poste de gouverneur de Maguindanao face à Andal Ampatuan, Jr, le fils du gouverneur alors en place, Andal Ampatuan, Sr. Le 19 décembre 2019, les frères Ampatuan, Datu Andal Ampatuan Jr et Zaldy Ampatuan ainsi que d'autres coaccusés, dont des policiers, ont été reconnus coupables des meurtres. Les Philippines sont également le pays où l'impunité des meurtres de journalistes est parmi les plus graves, selon le CPJ's Impunity Index, et ce, depuis que l'index a été conçu en 2008. En termes de meurtres de journalistes non résolus, les Philippines ont toujours occupé la deuxième position du classement après l'Irak à partir de 2008, pour se positionner ensuite en tête de liste de 2017 à 2019. (Source : <https://cpi.org/reports/2019/10/getting-away-with-murder-killed-justice/>).

⁵⁰ *United Nations, Human Rights Council (2020), Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Philippines*, 4 June, A/HRC/44/22, paragraphe 61.

⁵¹ Dite « Loi sur l'effort commun pour guérir ensemble », le mot « bayanihan » signifiant « travail commun » dans la langue tagalog.

⁵² La version anglaise du texte est disponible via ce lien : <https://www.officialgazette.gov.ph/downloads/2020/03mar/20200324-RA-11469-RRD.pdf>

⁵³ Voir la section 6(f) de la loi.

⁵⁴ En 2019, les Philippines étaient ainsi classés 134^{ème} sur les 180 pays selon le classement mondial de 2019 de Reporters Sans Frontières.

⁵⁵ « Two Philippine journalists face two months in prison for coronavirus reporting », *RSF*, 2 Avril 2020.

⁵⁶ Mike Navallo, « Threatened with cyber libel case, campus journalist “forced” to apologize speaks out », *ABS-CBS News*, 6 Avril 2020.

⁵⁷ Gabriel Pabico Lalu, « CHR probing arrest of Cebu film writer over social media post on COVID-19 », *Inquirer*, 22 avril 2020.

⁵⁸ Raissa Robles, « Philippine police investigate 23 for coronavirus ‘fake news’, cyber libel », *South China Morning Post*, 1er mai 2020.

⁵⁹ Aide domestique philippin, il travaille sur l'île de Taiwan, et a été accusé de cyber-diffamation pour avoir partagé des vidéos sur les réseaux sociaux critiquant Duterte pour sa gestion de l'épidémie.

⁶⁰ Selon la police, elle aurait faussement publié sur les réseaux sociaux qu'un patient atteint de coronavirus était décédé à l'hôpital aux Philippines.

⁶¹ A la date du 6 août, le nombre de contaminations était de 119 460, selon le ministère de la Santé, faisant des Philippines le nouvel épicode de l'épidémie, devant l'Indonésie. Le pays recensait également 2 150 décès. La situation était telle que Manille et les provinces environnantes ont été reconfinées pour au moins deux semaines à compter du 4 août. Le 17 août, plus de 164 000 cas étaient confirmés (Source : Alan Robles, « Philippines failing to contain coronavirus, despite multiple lockdowns », *South China Morning Post*, 17 août 2020).

⁶² La version en anglais est disponible au lien suivant : <https://www.officialgazette.gov.ph/downloads/2019/04apr/20190426-RA-11332-RRD.pdf>

⁶³ « Philippines : deux journalistes risquent deux mois de prison pour avoir publié des informations sur le coronavirus », *RSF*, 2 avril 2020.

⁶⁴ Ce témoignage a été recueilli par la réalisatrice Ramona S. Diaz qui, dans son documentaire « A Thousand Cuts », suit le parcours de Maria Ressa pour illustrer les menaces actuelles auxquelles est confrontée la liberté d'expression.

⁶⁵ Le parlement contrairement au Sénat est dominé par les alliés de Rodrigo Duterte.

⁶⁶ Cependant, il est à noter que les Philippines ne font pas nécessairement figure de mauvais élève au sein d'ASEAN : toujours selon le classement mondial de 2020 de RSF, la Birmanie était 139^{ème}, la Thaïlande, 140^{ème}, le Cambodge, 144^{ème}, Brunei, 152^{ème}, Singapour, 158^{ème}, le Laos, 172^{ème}, et le Vietnam, 175^{ème}. La Malaisie et l'Indonésie étaient respectivement 101^{ème} et 119^{ème}. Ainsi, parmi l'ASEAN, les Philippines restent le troisième pays le moins répressif en termes de liberté de presse. D'après le *Global Freedom Status* de 2019 de *Freedom House* : les Philippines, ainsi que le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie et Singapour sont considérés comme des pays où la liberté est partielle, tandis que les autres pays d'ASEAN sont décrits comme liberticides. Les résultats sont identiques lorsqu'il s'agit de la liberté sur Internet.

⁶⁷ La version en anglais est disponible au lien suivant : <https://www.officialgazette.gov.ph/downloads/2020/06jun/20200703-RA-11479-RRD.pdf>

⁶⁸ Appelée the *Anti-Terrorism Act of 2020* ou *Republic Act No.11479*.

⁶⁹ Auparavant, chaque jour de détention abusive pouvait coûter jusqu' à 500 000 pesos (8 600 euros). Ainsi, avec le nouveau texte de 2020, les agents de police craindront moins de détenir à tort de nombreux suspects, pouvant donner lieu à des dérives.

⁷⁰ Les crimes qui suivent sont passibles de 12 ans d'emprisonnement.

⁷¹ *United Nations, Human Rights Council (2020), Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Philippines*, 4 June, A/HRC/44/22, paragraph 49.

⁷² Les Philippines et plus particulièrement le sud du pays sont en effet confrontés à une forte menace terroriste. Des attentats ont été perpétrés par des groupes islamistes, et notamment par Abou Sayyaf, qui a prêté allégeance à l'Etat islamique. En 2017, la ville entière de Marawi, au niveau de la région musulmane de Mindanao, était tombée entre les mains des djihadistes, conduisant à un siège par l'armée qui avait fini par tuer les leaders de l'insurrection. En plus des groupes islamistes Abou Sayyaf et Bangsamoro Islamic Freedom Fighters (BIFF), liés à l'EI, les Philippines sont confrontés à la guérilla maoïste de la Nouvelle Armée du peuple (NPA) dans les campagnes. Plus récemment, un accrochage mi-avril s'est produit dans la province de Sulu entre des combattants d'Abou Sayyaf et l'armée, conduisant à la mort de 18 soldats. Le 28 juin, la police a tué quatre personnes accusées de terrorisme dans la ville de Paranaque. Dans les premiers jours de juillet, deux attaques ont été supposément perpétrées par des militants liés à l'EI, sûrement membres du BIFF, dans la province de Maguindanao. Autant d'événements qui ont conduit le Secrétaire à la Défense Delfin Lorenzana à appeler le 5 juillet 2020 le peuple philippin à donner une chance à la loi anti-terroriste nouvellement signée par Rodrigo Duterte.

⁷³ L'avocat Benjamin Ramos Jr, l'activiste Haide Flores, l'avocat Anthony Trinidad ainsi que le conseiller municipal Bernardino Patigas dont les meurtres restent non résolus.

⁷⁴ Zarah Alvarez était une défenseuse des droits de l'homme et fut emprisonnée pendant environ deux ans. Elle était parajuriste pour Karapatan, mais également un agent de recherche et de plaidoyer du Programme intégré de santé de l'île de Negros pour le développement communautaire. Quelques heures après son assassinat, la secrétaire générale de Karapatan pour Negros, Clarizza Singson, a reçu une menace de mort.

⁷⁵ Ses proches déclaraient qu'il suivait un traitement médical et n'avait pas d'arme en sa possession, lorsque la police est entrée dans la maison. Autre phénomène de violence, la police a enlevé de force le cadavre du militant au salon funéraire. La femme de la victime aurait formellement identifié des marques de torture, de multiples coups de couteau et de coups de feu sur le corps de son mari avant qu'il ne soit enlevé par la PNP.

⁷⁶ Elle enquêtait notamment sur les violations faites contre les paysans et les peuples autochtones dans le sud de Mindanao.

⁷⁷ La version anglaise du rapport est disponible au lien suivant : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/defending-tomorrow/> La section concernant les Philippines s'étend entre les p27 et p31.

⁷⁸ *United Nations, Human Rights Council (2020), Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Philippines*, 4 June, A/HRC/44/22, paragraph 54. Ainsi, lors de deux raids dans la ville de Tacloban le 7 février 2020, cinq militants ont été arrêtés : Marielle Domequil, Mira Legion, Alexander Abinguna, Marissa Cabaljao et Frenchie Mae Cumpio. La police a affirmé avoir trouvé des armes à feu et des munitions pendant les raids mais le groupe de défense des droits de l'homme Karapatan a affirmé que les armes avaient été posées par les autorités. A la même date, les comptes bancaires des Missionnaires ruraux des Philippines (RMP), un groupe religieux catholique qui aide les ruraux pauvres mais qui a été qualifié de « front communiste » du fait de sa critique du gouvernement Duterte. Deux jours avant, Jennefer Aguhob, membre du Karapatan avait été arrêtée, accusée d'avoir des liens avec la NPA.

⁷⁹ *National Intelligence Coordinating Agency*.

⁸⁰ Le rapport indique ainsi que le HCHD aurait vérifié les meurtres de 208 défenseurs des droits humains, journalistes et syndicalistes, dont 30 femmes, entre janvier 2015 et décembre 2019.

⁸¹ Il s'agit d'un terme collectif utilisé depuis 1986 pour désigner un grand nombre de peuples autochtones du groupe insulaire de Mindanao. La population lumad de Mindanao représente environ la moitié de la population totale de tous les groupes autochtones des Philippines.

⁸² Sur ces affiches sont inscrits les noms suivants : Maritess Kafiola, identifiée sur l'affiche comme membre du KMP (Kilusang Magbubukid ng Pilipinas, mouvement pour défendre les droits des paysans aux Philippines), Jong Monzon du groupe lumad Pasaka, Hamuel Tequis, un évêque de l'Eglise Unie du Christ des Philippines (UCCP) Haran étiqueté comme « membre du PCP », Jay Apiag, secrétaire général de Karapatan dans le sud de Mindanao, Tony Salubre, porte-parole du KMP pour le sud de Mindanao, Kharlo Manang, Carlo Olalo et Meggie Nolasco, directrice exécutive du centre d'apprentissage communautaire Salugpungan Ta 'Tanu Igkanugon. Meggie Nolasco est d'ailleurs la fille de Jose Ma. Nolasco qui fut arrêté en novembre 2018 avec 70 autres dirigeants et volontaires militants arrêtés à Talaingod, à Davao del Norte. Il répondait à un appel de détresse des enseignants de l'école de lumad qui étaient harcelés par l'armée. Le groupe Salugpungan a déclaré que les attaques contre

eux ont été incessantes depuis que le président Duterte a publiquement menacé de bombarder les écoles de lumad en 2017. (Source : « Vicious campaign », *Philippine Daily Inquirer*, 18 août 2020).

⁸³ Leni Robredo a notamment parlé le 3 juin d'un « pouvoir dangereux [...] donné à des gens qui n'ont aucun remords à recourir à des informations, à inventer des preuves ou à réduire au silence leurs critiques au moindre prétexte ». (Source : Brice Pedroletti, « Une loi antiterroriste fait craindre des abus de pouvoir aux Philippines », *Le Monde*, 9 juin 2020).

⁸⁴ Leila de Lima a ainsi déclaré : « Il est évident que le projet de loi ne vise pas les vrais terroristes. [...] Il y a un nouveau crime ici, appelé incitation au terrorisme. Il suffit de protester contre le fait de ne pas recevoir d'aide au milieu de la pandémie, et ils peuvent vous accuser d'« incitation au terrorisme » » (Source : « Pour Rodrigo Duterte, les opposants deviennent vite des « terroristes », *Gavroche Thaïlande*, 9 juin 2020)

⁸⁵ Ainsi, le président de l'association, l'avocat Edre Olalia, a déclaré que cette nouvelle loi « risquait de punir et de décourager la pratique de la loi et l'exercice de la liberté d'expression et d'association sous quelque forme ou plate-forme que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, en raison de la définition large et vague de ce qu'est le terrorisme ». (Source : Brice Pedroletti, « Une loi antiterroriste fait craindre des abus de pouvoir aux Philippines », *Le Monde*, 9 juin 2020).

⁸⁶ Dans cette déclaration, il est écrit que ce nouveau texte n'est pas sans rappeler « les jours sombres de la loi martiale du dictateur Marcos » et que « ce projet de loi va provoquer un nouveau rétrécissement de l'espace démocratique et un affaiblissement du débat public préjudiciable à notre nation » (Source : Philippines : la nouvelle loi antiterroriste inquiète les Églises, *Vatican News*, 5 juin 2020).

⁸⁷ Menchani Tilendo, « La nouvelle « loi anti-terreur » adoptée aux Philippines rappelle la dictature de Marcos », *Mediapart*, 7 août 2020.

⁸⁸ Pour rappel, il avait été celui qui, aux côtés de Socrates Villegas, ainsi que les évêques Honesto Ongtioco et Tedoro Bacani Jr, et les prêtres Albert Alejo et Robert Reyes, avait été accusé de sédition dans l'affaire de la diffusion des vidéos « *Ang Totoong Narcolist* ».

⁸⁹ Xavier Sartre, « Les évêques philippines alarmés par la dérive autoritaire du pouvoir », *Vatican News*, 19 juillet 2020.

⁹⁰ Jean-Baptiste Ghins, « Philippines : les évêques s'insurgent contre un possible rétablissement de la peine de mort », *La Croix*, 10 août 2020.

⁹¹ « Une loi contre le terrorisme taillée sur mesure pour le président philippin Rodrigo Duterte », *Courrier International*, 16 juin 2020.

⁹² Dès l'élection de Rodrigo Duterte en mai 2016, le président avait déclaré vouloir faire transférer au cimetière des héros de la nation le corps de Ferdinand Marcos. La Cour suprême avait été saisie par des anciennes victimes de la loi martiale et avait repoussé par deux fois l'échéance. Mais elle a finalement approuvé le transfert le 8 novembre 2016, à neuf voix contre cinq. Il a finalement été enterré le 18 novembre 2016. Le père de Rodrigo Duterte, Vicente Duterte, avait d'ailleurs soutenu Marcos lors de son ascension au pouvoir dans les années 1960. Rodrigo Duterte déclarait en février 2016 : « Il a été un grand président et c'était un héros... Il avait un idéalisme, une vision pour ce pays. » (Source : Arnaud Vaulerin, « Aux Philippines, l'ex-dictateur Marcos sera inhumé en « héros » », *Libération*, 11 novembre 2016).

⁹³ Rodrigo Duterte avait notamment suscité un tollé en se comparant à Hitler le 30 septembre 2016, notant qu'Hitler avait fait exterminer des millions de Juifs pour ensuite déclarer : « Il y a trois millions de drogués [aux Philippines]. Je serais heureux de les abattre. Si l'Allemagne avait Hitler, les Philippines auraient... », puis il s'est désigné du doigt.

⁹⁴ « Une loi contre le terrorisme taillée sur mesure pour le président philippin Rodrigo Duterte », *Courrier International*, 16 juin 2020.

⁹⁵ « New Anti-Terror bill has constitutional infirmities, says Carpio », *ABS-CBN News*, 11 juin 2020.

⁹⁶ Les activités subversives, la sécession, le terrorisme et la collusion avec des forces étrangères.

⁹⁷ Tetch Torres-Tupas, « Youth group joins petitioners calling to scrap Anti-terror law », *Inquirer*, 19 août 2020.

⁹⁸ Cette dernière s'était illustrée lors de l'affaire

⁹⁹ Le Congrès est composé d'une majorité de membres pro-Duterte depuis les dernières élections de mai 2019, appartenant à la liste ACT-CIS qui est apparue en tête des listes électorales. Quant à la Cour suprême, selon l'article VIII de la Constitution, la Cour est composée du juge en chef et des quatorze juges associés, tous nommés par le président sur une liste de candidats établie par le Conseil de la magistrature et du barreau. Ainsi, au jour d'aujourd'hui, 13 membres dont le juge en chef ont été nommés par Rodrigo Duterte. Cependant, la domination ne se traduit pas automatiquement par l'asservissement. De manière intéressante, lorsqu'on regarde les votes dans certains cas majeurs en lien avec la politique controversée de Duterte, on peut tenter d'analyser la neutralité ou l'absence de neutralité dans les prises de décision de la Cour suprême. Pour l'enterrement de Ferdinand Marco évoqué précédemment, neuf juges, dont l'actuel juge en chef, étaient pour et cinq contre, qui

comprenaient deux des trois juges qui avaient été nommés par le président précédent Aquino III. De même, dans la décision d'acquittement de Gloria Macapagal Arroyo, ancienne présidente des Philippines accusée d'avoir détourné des fonds publics destinés à des activités caritatives, onze personnes étaient pour et quatre contre, dont les deux juges nommés sous Aquino. Gloria Macapagal Arroyo est connue pour son soutien envers Rodrigo Duterte. Pour la validité de l'arrestation de Leila De Lima, neuf étaient pour, six étaient contre (les voix contre étaient notamment celles des trois juges nommés sous Aquino, Bernabe, Leonen et Caguioa). En ce qui concerne la proclamation de la loi martiale à Mindanao, onze étaient pour, quatre contre (avec les juges Leonen et Caguioa, et Bernabe qui s'opposait à la doctrine mais pas au résultat). Les résultats sont à peu près identiques pour la première extension, la seconde extension et la troisième extension de la loi martiale. De même par rapport à la décision prise par la Haute Cour d'annuler la nomination de Maria Lourdes Sereno en tant que juge en chef via quo warranto : huit étaient pour, six contre (dont Bernabe, Leonen et Caguioa). Pour rappel, Maria Lourdes Sereno était accusée d'avoir omis de déclarer son patrimoine avant de postuler pour être juge en chef en 2012. Elle était connue pour ses critiques contre la guerre de la drogue menée par Rodrigo Duterte ainsi que la loi martiale établie sur le long terme à Mindanao. Pour cette raison, des personnes ont protesté suite à cette décision et ont déclaré que c'était un signe du manque d'indépendance judiciaire dans le pays. Enfin, quant à la décision de Rodrigo Duterte de fermer l'île de Boracay au tourisme pour raisons environnementales, onze étaient pour et deux contre (Leonen et Caguioa qui s'est montré très critique par rapport à cette décision ; il déclara : « cette déclaration, qui privilégie la rapidité d'action au détriment de l'Etat de droit, conduit à la réalisation du mal même contre lequel la Constitution avait été conçue pour se prémunir – la tyrannie, sous sa forme la plus dangereuse », Source : Lian Buan, « who voted for Duterte in the Supreme Court », *The Rappler*, 17 août 2019). Ainsi, il semble que, de manière générale, la tendance de la Cour suprême est de valider les politiques de Rodrigo Duterte et les différentes décisions qui lui sont favorables. Cependant, un pronostic concernant la loi anti-terroriste reste difficile à établir. Par ailleurs, différents individus dénoncent les aspects anticonstitutionnels du texte, comme l'a fait Antonio Carpio.